Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français **22 avril 2019**

CHANGER L'EUROPE, CHANGER NOS VIES

Lorsqu'on a bâti Dame de Paris, le surplus des dons a servi à construire des logements pour les plus démunis, comme l'Hôtel-Dieu. Mais çà, c'était au Moyen Age… Dans une indécente surenchère de millions d'euros, les ultra-riches de la France moderne viennent de donner une vraie leçon de lutte des classes au peuple français alors que la veille encore ils déclaraient ne pas pouvoir augmenter les salaires, développer l'emploi. Et ce sont les mêmes Arnault, Pinault qui font la pluie et le beau temps à Bruxelles, exigeant toujours moins d'impôts pour eux mais toujours moins de services publics, moins de protection sociale pour le monde du travail

Que faire ? Accepter de se soumettre à cette Europe de l'argent, au nom du très thatchérien « there is no alternative » d'Emmanuel Macron et Nathalie Loiseau, l'ancienne directrice de l'ENA, qu'il a choisie pour conduire sa liste aux élections européennes ? Se lancer tête baissée dans un frexit comme le réclament l'extrême-droite et certains à gauche ? L'exemple anglais ne donne pas vraiment envie de s'engager dans ce genre de galère... D'ailleurs, en quoi le fait de choisir les ultra-riches français plutôt que les ultra-riches allemands nous aiderait-il à vivre mieux ? Pour le Parti Communiste, la seule solution durable est de faire reculer la loi de l'argent à la fois en France et en Europe. L'un des premiers votes du futur parlement européen sera pour fixer les contours du nouveau traité qui liera les économies européennes. Le tristement célèbre traité de Maastricht imposait de limiter le déficit des budgets publics à 3 %. Les dirigeants actuels de l'Europe veulent un nouveau tour de vis dans l'austérité, à 0,5 %. Les conséquences, vous les devinez : des fermetures de maternités, de bureaux de poste et de gares SNCF, moins d'argent pour les salaires, les retraites et la protection sociale.

Combien de députés européens vont-ils s'opposer à ce nouveau traité ? C'est l'enjeu des élections du 26 mai. Formée à 50 % d'ouvriers et d'employés, la liste du PCF conduite par Ian Brossat propose pour sauver l'Europe une triple rupture avec les actuels traités européens :

1°) en créant un SMIC européen à 60 % du salaire moyen de chaque pays, ce qui mettrait en France le SMIC à 1400 €
2°) en votant une clause européenne de non-régression sociale pour empêcher la suppression de services publics
3°) en réorientant les investissements de la BCE (Banque Centrale Européenne) en direction des services publics et de la transition énergétique

Que chacune et chacun se pose cette question : comment changer l'Europe pour ne pas la voir mourir sous les lois absurdes du fric ?

AU SOMMAIRE :

Pages 2-3 : Ian brossat, Maryam Madjidi candidats pour changer l'Europe
Page 4 : du rififi à LFI - brèves de campagne
Page 5 : grand débat national ou grand débat des nantis ?
Page 6 : transition écologique : peut-on moraliser le capitalisme ?
Page 7 : rassemblement pour défendre l'école

L'AGENDA :

IAN BROSSAT
UN COMMUNISTE 2.0

Après vous avoir présenté, dans notre dernier numéro du Rouge-gorge, la n°2 de la liste communiste aux élections européennes, Marie-Hélène Bourlard, l'ouvrière des Hauts-de-France primée lors de la cérémonie des César pour son rôle dans le film de François Ruffin « Merci, patron », le Rouge-gorge zoome aujourd'hui sur la tête de liste, Ian Brossat

Le 1er débat télévisé consacré le 4 avril par France 2 aux élections européennes a été marqué par une cacophonie d'au milieu de laquelle Ian Brossat a émergé, tous les commentateurs notant son mélange de calme et de tranchant, par exemple lorsqu'il a lâché à la candidate macroniste, Nathalie Loiseau*« Si ne pas avoir accueilli l'Aquarius, c'est un modèle de fierté pour vous, nous ne devons pas avoir les mêmes valeurs »*

Né en 1980 d'une mère ouvreuse de théâtre devenue vacataire à l'Inserm et d'un père professeur de philosophie, Ian Brossat a grandi à Paris avant de réussir le prestigieux concours d'entrée à Normale Sup. A l'époque, Ian rêvait d'être journaliste. Son envie de résister, de lutter pour changer le monde lui a été transmise par son grand-père, résistant communiste polonais. *« Faire de la politique en restant sur le banc de touche et critiquer, ça ne m'intéresse pas »* aime répéter Ian Brossat

L'autodérision est l'une des marques de fabrique de Ian Brossat, qui se plait à raconter comment un communiste "des champs", comme le patron des députés PCF André Chassaigne, a dû lui faire un cours accéléré sur les vaches au salon de l'Agriculture... Avec ses nombreux déplacements de campagne (cf. sa tournée des maternités menacées de fermeture, avec sa colistière Marie-Hélène Bourlard), Ian Brossat explique : *« je m'imprègne d'autres réalités que la mienne »*, réalité dominée par ses responsabilités d'adjoint à la mairie de Paris en charge du logement. Des responsabilités qui l'ont vu ferrailler contre RnB, pour construire des logements sociaux dans tous les quartiers de Paris, notamment son bras de fer pour implanter un refuge destiné aux sans-abris dans le 16e arrondissement, au grand dam de la bourgeoisie locale…

Sa présence pugnace sur les réseaux sociaux est remarquée de tous et lui a valu le surnom de communiste 2.0. En septembre 2018, il cogne contre ce qu'il perçoit comme un vacillement des valeurs de gauche de La France Insoumise sur la question de l'accueil des réfugiés, conduisant Jean-Luc Mélenchon à bouder la Fête de l'Humanité à la suite d'un tweet où Ian Brossat déclarait « la gauche anti-migrants, çà n'existe pas, c'est comme un lion végétarien »

Après s'être heurtés au refus de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon de constituer une liste commune aux élections européennes, les communistes français ont décidé de désigner Ian Brossat comme tête de liste. Homme de parole, Ian brossat a bousculé, comme il s'y était engagé, la constitution de sa liste afin d'y faire une juste place à des personnes investies dans le mouvement des gilets jaunes, comme le champion d'Europe de Taekwondo Mamoudou Bassoum : après une dizaine de morts, des centaines de blessés dont beaucoup mutilés à vie, aucun parti politique ne eut plus faire comme avant. Pour Ian brossat, *« Le pouvoir d'achat doit être au cœur des élections européennes, on ne peut pas continuer à vivre dans une Europe synonyme de régression sociale. L'Europe, soit elle change, soit elle crève »*

Pour suivre l'actualité politique au quotidien :

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Notre site Internet :

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos

Notre e-mail

rougegorge@pcf-fecamp.fr

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

MARYAM MADJIDI, PRIX GONCOURT ET CANDIDATE AUX ELECTIONS EUROPEENNES

Prix Goncourt du premier roman pour « Marx et la poupée », Maryam Madjidi, écrivaine de 38 ans, marche à la tombée de la nuit et raconte sa nouvelle vie de candidate aux européennes sur la liste du PCF. « *Je suis curieuse de tout, tout ce qui est humain m'intéresse. J'ai très envie de découvrir un nouveau monde, de défendre les opprimés »,* dit-elle. Ian Brossat lui a fait bonne impression au premier échange. Depuis, elle prend du plaisir en campagne, avec son étiquette «société civile» sur le front.

Maryam Madjidi ne compte pas ses mots. A l'aise, elle revient un instant sur son pays natal, l'Iran. Ses premiers pas, l'exil en famille vers la France pour fuir le régime. L'écrivaine grandit à Drancy, en Seine-Saint-Denis. Le père change de boulot au fil des saisons. Ses mains abîmées par la dureté des chantiers en témoignent, raconte sa fille. La mère, aide-soignante, est toujours en activité. A une époque, la famille a imaginé un retour en Iran. Aujourd'hui, ce n'est plus d'actualité : *« Je sais que mes parents finiront leurs jours en France »*

Enfant, la future Prix Goncourt rêvait d'être médecin sans frontières pour «sauver» des enfants. Adulte, elle enseigne dans une association qui accompagne les mineurs en provenance de partout, souvent de territoires en guerre. *« Ce ne sont pas des victimes mais des élèves, des survivants, des guerriers »,* souligne l'ancienne enfant de l'exil. Maryam Madjidi déteste le mot «migrants» : *« C'est horrible ! Ce ne sont pas une espèce animale, ce ne sont pas des oiseaux migrateurs. On les rassemble sous une étiquette qui ne veut rien dire »* Elle préfère les mots «exilés» ou «réfugiés». Le sujet, qui clive *« les citoyens et les partis politiques »,* lui tient particulièrement à cœur. Elle fait souvent le lien avec sa propre histoire. D'ailleurs, c'est pour cette raison qu'elle a accepté l'aventure communiste, parce que le parti propose une politique d'accueil sans ambiguïté.

Pour autant, la candidate aux européennes n'est pas toujours tendre lorsqu'elle retrace les dernières années du PCF. Maryam Madjidi a un rapport «fort» avec les rouges, ses parents sont communistes depuis toujours : *« Les communistes ont raté un virage au tout début des années 90, ils ont oublié le monde ouvrier et le Front national en a profité. C'est dommage, car sur le fond, ils ont un vrai programme de gauche, un programme clair »* Néanmoins, la candidate se projette vers l'avenir. *« Son histoire n'est pas terminée, le PCF peut se relever et aider les gens à retrouver du sens politique »*, veut croire Maryam Madjidi. A ses yeux, travailler dans le social est un acte politique et *« il ne faut pas avoir peur de le dire »*. Ses parents guettent ses premiers pas sur ce nouveau chemin avec un large sourire. Son petit frère, qui est né en France et qui travaille dans le cinéma, regarde ça de très loin, lui. Lorsqu'elle lui a annoncé qu'elle se lançait avec les communistes pour siéger à Strasbourg, il lui a répondu : *« C'est quoi cette nouvelle drôle d'idée ? »*

D'après un article publié le 22 mars par Libération. Photo Boby

rougegorge@pcf-fecamp.fr

DU RIFIFI A LA FI

Thomas Guénolé, le dirigeant national qui devait venir animer le meeting de la France Insoumise à Fécamp, vient de démissionner de ses responsabilités et d'être exclu de la liste de son parti aux élections européennes, dénonçant les *« méthodes staliniennes »* de Jean-Luc Mélenchon et de sa garde rapprochée. En réponse, la direction de la France Insoumise évoque une accusation de harcèlement sexuel contre Thomas Guénolé. Cette démission en pleine campagne électorale survient quelques jours après celle d'Aude Lancelin, la directrice de la webtélé « Le Media », cette journaliste dénonçant un *« putsch interne »* de la part des proches de Jean-Luc Mélenchon

Ces deux nouvelles démissions font suite à une impressionnante cascade : démission de l'économiste Liêm Hoang Ngoc, exclusion de la liste des élections européennes de Djordje Kuzmanovic, conseiller aux affaires internationales de La France Insoumise, exclusion par un simple tweet de Mélenchon de son porte-parole François Cocq, refus de la tête de liste pour les élections européennes de Charlotte Girard, co-rédactrice du programme de la France Insoumise . Autant de manœuvres d'appareil qui ne sont pas sans rappeler celles dont ont eu à se plaindre plusieurs anciens sympathisants de la France Insoumise de Fécamp lors de la campagne des élections législatives de 2017

A l'arrière plan de ces luttes intestines se trouvent des accusations de « copinage » de la part de Jean-Luc Mélenchon dans l'élaboration de la liste de la France Insoumise pour les élections européennes. Mais, outre ces querelles personnelles, existent également de profondes divisions au sein du parti de Jean-Luc Mélenchon sur la stratégie politique à adopter, notamment sur le plan européen. Entre partisans d'un Frexit pur et dur d'un côté, et adeptes de la désobéissance aux traités européens de l'autre côté, le torchon brûle. L'idée d'un plan A/ plan, évoquée par Jean-Luc Mélenchon lors des élections présidentielle et qui devait constituer le socle de sa politique européenne, ne s'est jamais concrétisée : la page internet du programme de la France Insoumise consacrée à cette question reste vide depuis des mois, ce qui pose un vrai problème de crédibilité à quelques semaines de l'élection. Tout comme le refus systématique du parti de Jean-Luc Mélenchon de nouer des alliances avec qui que ce soit

BREVES DE CAMPAGNE

- Etrange conception de l'Europe sociale que celle de Nathalie Loiseau, l'ancienne directrice de l'ENA que Macron a désigné comme tête de la liste LaRem pour les élections européennes : pour elle, l'Europe sociale, c'est le SMIC au niveau du seuil de pauvreté français !

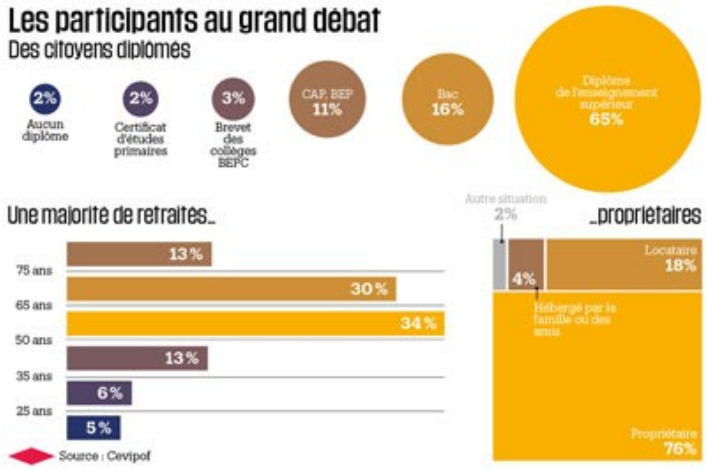
- Cette position surréaliste fait écho au refus de Marine Le Pen d'augmenter le SMIC et les minima sociaux

- Ce qui n'empêche pas Emmanuel Macron et Nathalie Loiseau de s'auto-proclamer comme rempart contre l'extrême droite : avec, à chaque élection désormais, le même chantage au c'est « eux ou nous ». Ce qui est fort de café quand on sait qu'étudiante, Nathalie Loiseau était candidate aux élections universitaires sur une liste d'extrême-droite

- C'est vraiment la toute bonne ambiance entre Raphaël Glucksmann, la tête de liste du parti socialiste aux élections européennes, et Benoît Hamon, l'ancien candidat du PS à la présidentielle : selon Libération, le second aurait déclaré au premier : « je préfère crever en vous faisant échouer plutôt que crever en vous voyant réussir ». De ce côté de la gauche, le guerre des egos ne semble pas près de se terminer...

GDN KEKSEKSA ?

Dans le jargon des technocrates d'Emmanuel Macron, le GDN signifie Grand Débat National, un débat dont la grandeur reste cependant à relativiser : s'il a permis de recueillir 2 millions de contributions, dont celles écrites dans les cahiers de doléances ouverts dans les mairies communistes de notre région, ce chiffre est à mettre cependant en regard des 47 millions d'électeurs que compte la France.



Des sociologues du Centre d'Etudes de la Vie Politique (CEVIPOF) viennent de se pencher par ailleurs sur le profil des participants à ce GDN, dans une étude où on découvre qu'il s'agissait avant tout d'hommes (à 55 %), essentiellement de retraités (50 %), très diplômés (64 % de détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur), propriétaires à 76 %. 11 % de ces débateurs disent s'en sortir soit « plutôt facilement » (55 %) avec leur revenus actuels, soit « très facilement » (11 %). Ce profil correspond grosso modo au profil constaté à Fécamp chez les participants aux 4 débats qui y ont été organisés, débats où la parole a été monopolisée par les professionnels locaux de la politique. Que ce soit à Fécamp ou bien à l'échelle nationale, le GDN a donc plutôt ressemblé à un Grand Débat des Nantis. Il est peu étonnant que, dans ces conditions, les revendications majeures des gilets jaunes, comme le rétablissement de l'ISF, l'augmentation des salaires ou le référendum d'initiative citoyenne soient passés à la trappe. Les annonces d'Emmanuel Macron, marquées par peu de neuf mais beaucoup de recyclage et encore plus de flou, devraient satisfaire les participants à ces débats mais beaucoup moins le peuple des ronds-points !

Le Rouge-gorge et les communistes de Fécamp ont une pensée particulière pour ces jeunes du quartier du Ramponneau qui ont donné un coup de main aux Streets Médics du groupe Normandie-Fécamp-Rouen-Mantes, ces secouristes bénévoles et ces médecins des rues qui viennent en aide aux gilets jaunes. Leur action est visible dans cette vidéo tournée un samedi à Paris ,

TRANSITION ECOLOGIQUE : VOUS AVEZ DIT « MORALISER LE CAPITALISME » ?

La taxe carbone : un scandale européen

De janvier à septembre,2017 le marché des véhicules industriels (VI) de plus de 5 tonnes s'établit à 36 369 immatriculations contre 34 765 en 2016. Le marché reste encore dominé par les tracteurs (54 % tracteurs contre 46 % de gros porteurs)

L'augmentation des performances réalisées par les véhicules lors du passage à la norme Euro 6 rend ce renouvellement attractif", souligne pour sa part Jean-Marc Diss, directeur général de Mercedes-Benz Trucks France. Ce dernier ajoute que le marché des porteurs est également dopé par les perspectives d'activité positives sur les 2 ou 3 ans à venir dans le bâtiment et les travaux publics.

Le nombre d'ensembles routiers fabriqués en France a été de 36400 en 2017. Si l'on estime une durée de vie de 6 ans cela met sur les routes 240 000 poids lourds dont 130 000 de charge supérieure à 20 tonnes (tracteur+ remorque et tracteur+ plateau). Mais il ne s'agit là que de nos camions : bien d'autres camions, de nationalités diverses traversent également notre pays !

IMPACT SUR LE BILAN CARBONE EN FANCE

Nombre de poids lourd qui circule en France par an : 7,4 millions en 2018 !

Consommation en carburant d'un poids lourd 40 T : 34,5 l/100Km en moyenne

Consommation d'un bus ou car 31,5L /100KM en moyenne

CO^2 Dégagé suite à la consommation du carburant en Europe : 950 Millions de T/an

Quantité de CO^2 estimé dégagé en France > à 550 Millions de tonnes/an dont 390 millions de tonnes/an, soit 71 %, sont imputables aux poids lourds. En comparaison, le transport fluvial ne représente que 1,8% et le transport ferroviaire 0,8%. Et les véhicules particulières, le chauffage, l'agriculture 23 %

QUESTIONS :

Pourquoi culpabiliser et taxer les propriétaires de véhicules légers, le chauffage et ne pas pénaliser les transports par poids lourds, au nom du principe pollueurs = payeurs ? Pourquoi ne pas développer le ferroutage et les transports par voies navigables ? Pourquoi l'Etat Français laisse faire ? Laxisme ? Profits cachés ? Va savoir…

A QUI PROFITE LE SYSTEME ?

Aux sociétés d'autoroutes qui accumulent les milliards.

Au gouvernement qui récupère des milliards par les taxes autoroutières sur les péages et sur les carburants

Aux actionnaires des sociétés de transport, pétrolières et autoroutières qui se sucrent sur notre dos

En plus La grande majorité des transports routiers sont étrangers. Il traversent notre pays, usent notre réseau routier, Utilisent les services sans faire vivre le pays si ce n'est les autoroutes car, avant de rentrer en France ils font le plein de leurs véhicules au Luxembourg ou en Allemagne en Italie ou en Espagne évitant ainsi les taxes sur les carburants moins chères dans les autres pays de la communauté européenne

TAXE CARBONE SUR LES ENERGIES FOSSILES

En sommes nous toujours à ce niveau ? Certaines centrales électriques au charbon ou au fuel fermées en France depuis de nombreuses années sont toujours debout. Cela ne vous intrigue pas ? A une époque, celles-ci ont été rachetées par des sociétés étrangères notamment allemandes pour diminuer les taxes carbone des sociétés énergétiques exploitant de grosses unités de centrales au charbon et surtout de lignite. La combine : cette taxe n'est pas calculée sur l'émission de gaz à effet de serre par unité productrice mais pour l'ensemble des unités en ou hors service d'une société qu'elle soit nationale ou européenne. Ce qui permet à ces sociétés allemandes de poursuivre l'exploitation jusqu'en 2038 de leurs carrières de lignite fortement polluante (2 à 3 fois plus de dioxyde de soufre et de CO2 que le pétrole ou le charbon !), Sans que personne ne sourcille ! Pour ces sociétés allemandes, il est plus rentable de payer des impôts fonciers à une commune française pour une vieille centrale à l'arrêt plutôt que de payer une amende due au dépassement des normes en CO^2 et SO^2. Et voilà comment l'Allemagne, un pays cité en exemple en raison de ses efforts en matière d'énergie renouvelable, reste un pays dont 40 % de l'électricité est produite grâce au charbon. Mais comme l'Allemagne est le poids lourd de l'Europe, tout le monde ferme les yeux sur le fait que l'industrie allemande fait payer sa pollution aux autres pays de la communauté européenne

Tout récemment, la Banque Centrale Européenne a été accusée d'avoir investi plus de 110 milliard d'euros, via des prêts à des taux quasiment égaux à 0, dans les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre via son programme « Quantitative easing ». Les mesures proposées par le candidat écologiste Yannick Jadot pour « moraliser le capitalisme » ne pèseront pas lourd face à la course au profit. Il faut plus d'ambition pour réussir la transition énergétique,

Manque de moyen, fermetures de classes, réforme du lycée ou de l'accès à l'enseignement supérieur, fusions et regroupements d'établissements, renforcement des inégalités et de la concurrence entre les élèves et entre les établissements, affaiblissement des dispositifs d'accompagnements des élèves en situation de handicap

NOTRE ÉCOLE EST EN DANGER !

Enseignants, parents d'élèves, membre de la communauté éducative, élus,

retrouvons-nous pour décider ensemble d'initiatives à prendre

pour faire entendre au ministère de l'Education Nationale la voix de notre département et de tous ses bassins de vie.

RÉUNION PUBLIQUE

Mercredi 24 avril 2019

• 15h00 •

Halle aux toiles

Place de la Haute Vieille Tour
76000 ROUEN

En présence de
Céline BRULIN,
Sébastien JUMEL,
Jean-Paul LECOQ,
Hubert WULFRANC
Sénatrice et Députés de Seine-Maritime